

L'OCDE ET LA CROISSANCE VERTE

Pourquoi la croissance verte?

Les pays ne prennent toujours pas la pleine mesure des coûts de l'inaction face aux grands défis environnementaux tels que le changement climatique, la pollution de l'air et de l'eau et l'utilisation inefficace de l'énergie et des ressources naturelles. Ces coûts peuvent être considérables, notamment pour les pays en développement dont les économies sont beaucoup plus dépendantes des ressources naturelles et qui devraient être les plus durement frappés par les changements climatiques. Un nouveau modèle est nécessaire pour permettre aux pays de mieux tirer parti des avantages non négligeables que peut générer la transition vers une économie plus verte. Un modèle qui reconnaît que, pour construire une économie mondiale prospère, « croissance » et « souci de l'environnement » ne peuvent plus être envisagés séparément.

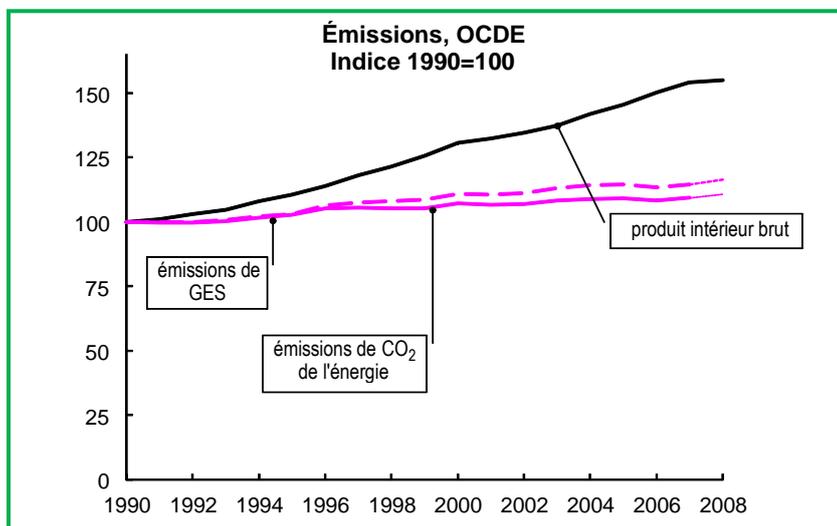
La Stratégie pour une croissance verte: mandat de l'OCDE

A la réunion au niveau ministériel (RCM) du Conseil de l'OCDE de juin 2009, les ministres des 30 pays de l'Organisation ainsi que le Chili, l'Estonie, Israël et la Slovénie ont signé une Déclaration sur la croissance verte, dans laquelle ils s'engagent notamment à « accentuer leurs efforts pour mettre en œuvre des stratégies de croissance verte, dans le cadre de leur réponse à la crise actuelle et au-delà, en reconnaissant que « croissance » et « souci de l'environnement » peuvent aller de pair ». Ils ont à cette fin donné mandat à l'OCDE de concevoir une Stratégie pour une croissance verte qui intègre les aspects économiques, environnementaux, sociaux, technologiques et de développement dans un cadre global.

La Stratégie, qui fait partie des priorités horizontales de l'OCDE, mettra à profit les travaux des 25 comités de l'OCDE qui participent à son élaboration. Le rapport final de la Stratégie sera présenté à la RCM de 2011, et un récapitulatif à mi-parcours sera préparé pour la RCM de juin 2010.

Qu'entend-on par croissance verte?

La croissance verte est la voie à suivre pour passer de l'économie actuelle à une économie durable. Elle consiste à promouvoir la croissance et le développement tout en réduisant la pollution et les émissions de gaz à effet de serre, en limitant le plus possible la production de déchets et le gaspillage des ressources naturelles, en préservant la biodiversité et en renforçant la sécurité énergétique. Elle nécessite de « découpler » davantage les impacts environnementaux et la croissance économique et d'adopter des modes de consommation et de production plus respectueux de l'environnement tout en réduisant la pauvreté et en améliorant les perspectives des populations en matière de santé et d'emploi. La croissance verte implique de faire de l'investissement environnemental une nouvelle source de croissance économique.



Bien que plusieurs pays de l'OCDE aient découplé leurs émissions de CO₂ et d'autres GES de la croissance de leur PIB, la plupart des pays n'ont pas réussi à respecter leurs engagements nationaux en matière de réduction des émissions de GES. En réalité, leurs émissions ont continué d'augmenter tout au long des années 90, en dépit des gains d'efficacité énergétique réalisés (découplage relatif).

Source: Indicateurs clés de l'environnement de l'OCDE, 2009.

La croissance verte, une opportunité pour le développement durable

Le modèle de croissance verte fait écho aux principes du développement durable et répond au besoin d'un nouveau modèle de croissance consommant beaucoup moins de ressources naturelles et susceptible d'assurer le bien-être social et de réduire la pauvreté, tant dans les pays développés que dans les pays en développement.

La croissance verte met à profit les opportunités créées par la crise financière et économique pour promouvoir une reprise plus respectueuse de l'environnement en misant sur des plans de relance favorables aux emplois et secteurs d'activité plus verts.

Vers une Stratégie pour une croissance verte

Une vision stratégique est nécessaire pour faire en sorte que les mesures prises soient les bonnes en termes d'efficacité économique, d'intégrité environnementale et d'équité sociale, et pour assurer leur cohérence au plan national et international.

L'objectif général de la Stratégie pour une croissance verte est de définir un cadre d'action conjuguant les objectifs économiques, sociaux et environnementaux afin de prendre le plus court chemin vers une économie mondiale durable. Ce cadre d'action sera suffisamment souple pour pouvoir s'adapter aux différents contextes nationaux.

La Stratégie quantifiera les effets potentiels d'une croissance verte et évaluera les coûts d'ajustement de la transition vers une économie durable au niveau national et international. La Stratégie s'articulera autour de plusieurs grands axes :

- Définir un nouveau cadre de comptabilité de la croissance qui tiendra compte des considérations environnementales et de bien-être.
- Fournir des outils spécifiques et des recommandations aux gouvernements, les aidant à déterminer les moyens les plus efficaces pour une transition vers une économie durable.
- Étudier les possibilités des pays membres de l'OCDE pour mieux soutenir une croissance verte dans les économies émergentes et les pays en développement, notamment en harmonisant les politiques des pays de l'OCDE qui ont une incidence sur le développement et en renforçant la coopération pour le développement.
- Insister sur le volet emploi de la croissance verte et examiner les possibilités de création d'emplois à court et long termes.

Dialogue international sur la croissance verte

Afin d'assurer la coordination internationale, la Stratégie lancera un Dialogue international sur la croissance verte, auquel participeront les membres de l'OCDE, les pays émergents et en développement, la Commission européenne, les organisations internationales, le secteur privé ainsi que des ONG. Ce dispositif de coopération encouragera et facilitera un débat ouvert et structuré sur les questions que pose la croissance verte, tout en offrant un cadre utile pour mettre en commun les enseignements tirés et les pratiques exemplaires.

La panoplie du décideur

La Stratégie proposera aux pays une **panoplie ample et modulable d'instruments** applicables à plusieurs domaines d'action tels que l'investissement, la fiscalité, l'innovation, la technologie, les échanges, l'emploi et l'éducation. Des recommandations seront également formulées afin d'assurer la cohérence de l'ensemble, d'exploiter les synergies et d'éviter de coûteux chevauchements.

Le modèle de croissance verte

La Stratégie vise à promouvoir un nouveau modèle global de croissance verte. Le cadre de comptabilité de la croissance sera repensé pour tenir compte des préoccupations environnementales prioritaires et spécifier la nature des principales défaillances du marché auxquelles l'action publique cherche à remédier.

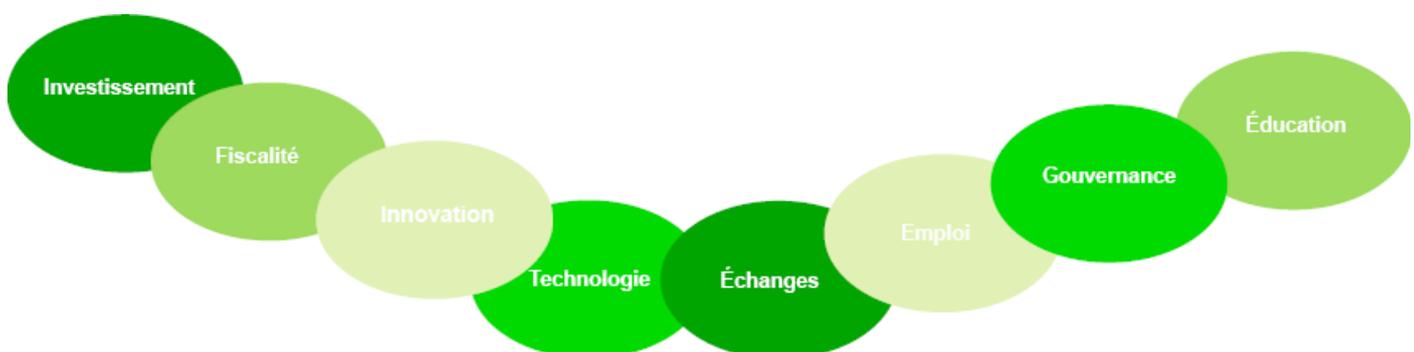
Étant donné que les défaillances du marché et les problèmes sociaux varient sensiblement selon les pays, notamment si l'on compare les pays de l'OCDE et les non-membres, le poids accordé à chacune des mesures prévues dans la panoplie changera d'un pays à l'autre en fonction de l'importance relative des différents types de défaillance et également du contexte de la politique sociale.

La panoplie comprendra des mesures à court terme et à long terme. L'action à court terme visera essentiellement à atténuer les pressions exercées par la redistribution des emplois entre les secteurs, à faciliter le développement des infrastructures vertes et à répondre aux préoccupations concernant la compétitivité internationale. L'action à long terme visera quant à elle à recenser les mesures doublement bénéfiques en termes de revenu et d'environnement, et celles qui peuvent stimuler la hausse de revenu au moindre coût pour l'environnement (et inversement).

Répondre aux opportunités et défis d'une économie plus verte. Des mesures devront être prises pour faciliter la création d'emplois verts, la redistribution des ressources humaines et la restructuration industrielle. La Stratégie évaluera le potentiel de création d'emplois des nouveaux secteurs d'activité verts et s'attaquera aux grands enjeux dans les domaines de la politique du marché du travail, de l'éducation et de la formation, de manière à réorienter la main-d'œuvre vers ces activités et à élever le niveau de compétence des travailleurs. Elle évaluera également les autres effets redistributifs de la transition vers une économie durable, sans omettre les effets sur la pauvreté et l'inégalité.

Développer les marchés et mettre au point des instruments d'action verts. Des mesures devront être prises pour remédier aux défaillances du marché et à l'ancrage des habitudes et des infrastructures existantes qui empêchent le déploiement de biens et services environnementaux. La Stratégie examinera les incitations par les prix, notamment les systèmes d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre et la fiscalité verte, ainsi que la suppression progressive des subventions préjudiciables à l'environnement, notamment aux combustibles fossiles, à l'agriculture et à la pêche. Elle analysera en outre les instruments d'action complémentaires axés notamment sur la réglementation, les normes et les marchés publics verts.

Encourager les technologies et les innovations respectueuses de l'environnement. Ce volet de l'action publique jouera un rôle moteur dans la croissance verte. La Stratégie mettra en évidence les mesures qui accélèrent la recherche, le développement et le déploiement des technologies et innovations vertes, de même que les politiques qui se révèlent effectivement favorables à des éco-innovations plus systémiques et plus radicales. Elle abordera en outre la question du transfert de technologie international afin de rendre les technologies propres plus abordables et plus accessibles aux pays en développement, et pour partager avec ces derniers les bénéfices de la coopération internationale dans le domaine de la science, la technologie et l'innovation.



Faire évoluer le secteur de l'énergie dans le souci de l'environnement. Le secteur de l'énergie est responsable de 60 % environ de toutes les émissions de gaz à effet de serre et doit donc figurer en bonne place dans toute Stratégie visant la réduction de ces émissions. L'évolution actuelle de l'offre et de l'utilisation d'énergie dans le monde n'est pas durable. L'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, le captage et le stockage du carbone et les nouvelles technologies de transport sont autant de pistes qu'il convient d'exploiter à grande échelle si l'on veut parvenir à réduire les émissions de gaz à effet de serre tout en renforçant la sécurité énergétique. Les réseaux électriques doivent gagner en flexibilité pour faire face à la variabilité des approvisionnements en énergies renouvelables, dont la part augmentera, répondre à la demande et permettre le stockage. En partenariat avec l'AIE, la Stratégie pour une croissance verte étudiera les technologies et mesures qui seront nécessaires pour réaliser cette révolution énergétique.

Les politiques commerciales peuvent faciliter la transition vers un avenir plus vert. La libéralisation des échanges de biens et services environnementaux et l'élimination des mesures tarifaires et non tarifaires qu'elle suppose peuvent contribuer à la croissance verte. Une analyse des effets des mesures en faveur de la croissance verte sur les échanges sera également effectuée afin de distinguer les mesures susceptibles de favoriser les échanges et la croissance économique de celles qui ont des effets pervers ou se traduisent par des restrictions déguisées aux échanges.

L'investissement international constitue une source de financement essentielle et un puissant vecteur d'innovation à l'appui des efforts déployés par les pays pour faire face au changement climatique et promouvoir la croissance verte. La Stratégie élaborera des recommandations à l'intention des pouvoirs publics afin de faciliter les investissements internationaux dans les produits bas carbone, les technologies vertes et les infrastructures non polluantes. Les craintes des pays émergents concernant l'utilisation des « politiques d'investissement vertes » à des fins protectionnistes seront prises en compte. L'analyse portera également sur la voie à suivre pour encourager les entreprises à adopter des pratiques responsables en phase avec la politique gouvernementale et les attentes de la population, et conformes aux Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. En s'appuyant sur les études de cas consacrées aux pays de l'OCDE et aux pays bénéficiant de l'Engagement renforcé en application du Cadre d'action de l'OCDE pour l'investissement, les travaux chercheront à illustrer les incitations propices à des investissements responsables à l'appui de la croissance verte.

Associer la croissance verte et le développement. Il s'agira notamment de formuler des orientations pour intégrer l'adaptation climatique et le renforcement des capacités environnementales dans la coopération pour le développement. Sachant que la croissance économique, les recettes à l'exportation, l'emploi et les moyens de subsistance de la plupart des pays en développement sont fortement tributaires des ressources naturelles et de l'agriculture, la Stratégie s'intéressera aussi aux questions de gestion de ces ressources, au renforcement des capacités que cela implique et aux défis à relever en termes de gouvernance. Les options dont disposent les pays en développement pour s'orienter vers une croissance provoquant moins d'émissions de carbone seront également examinées, de même que le soutien que l'aide au développement peut apporter au renforcement des capacités, à la coopération scientifique et technologique, et aux transferts de technologies entre pays développés et en développement.

Faire évoluer les grands secteurs et les infrastructures dans le souci de l'environnement. Il conviendra pour ce faire de mettre en évidence les conditions cadres et les politiques susceptibles de contribuer au développement de transports, de bâtiments et d'infrastructures qui utilisent les ressources et l'énergie plus efficacement. La réflexion portera également sur l'agriculture et la pêche.

Des indicateurs de la croissance verte seront mis au point pour pouvoir mesurer les progrès accomplis vers une économie plus respectueuse de l'environnement. Ces indicateurs renseigneront sur le rendement des ressources utilisées dans la production, l'impact de la consommation sur l'environnement et les stocks d'actifs environnementaux. Comme le propose le rapport Stiglitz-Sen, les indicateurs existants pourraient être complétés par une série d'indicateurs relatifs à la façon dont l'état de l'environnement affecte la qualité de vie.



Grands axes de la Stratégie pour une croissance verte

- ✓ Évaluer les mesures prises par les pays en faveur de la croissance verte depuis la crise, et leurs plans pour l'avenir ;
- ✓ Quantifier les effets potentiels de la transition vers une croissance verte ;
- ✓ Établir un cadre conceptuel pour la croissance verte ;
- ✓ Mettre en évidence les grands principes d'action et fournir aux décideurs une panoplie à l'appui de la croissance verte ;
- ✓ Élaborer un ensemble d'indicateurs couvrant les aspects économiques, environnementaux et relatifs au bien-être ;
- ✓ Améliorer les performances en soumettant les mesures en faveur de la croissance verte à un examen par les pairs ;
- ✓ Aborder les considérations d'économie politique de la croissance verte ;
- ✓ Dégager les enseignements tirés et les pratiques modèles ;
- ✓ Offrir une plate-forme de coordination et de dialogue international dans le cadre de l'initiative de *Dialogue international sur la croissance verte* ;
- ✓ Promouvoir la coopération entre les pays membres et non membres de l'OCDE sur les questions touchant à la croissance verte.

Pour en savoir plus

Travaux de l'OCDE sur la croissance verte

www.OECD.org/croissanceverte

Travaux de l'OCDE sur l'environnement

www.OECD.org/environnement

Contacts :

Pour de plus amples informations sur la Stratégie pour une croissance verte

greengrowth@oecd.org